

DÉCISION MUNICIPALE N°2023-49

DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE « AMENAGEMENT DE JEUX COLLECTIFS INCLUSIFS »

Le Maire de la commune de Marcheprime,

Vu l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 18 juin 2020 donnant délégation au Maire pour la durée de son mandat de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions dont le montant figurant dans le plan de financement n'excède pas 500 000€ ;

Considérant que pour l'année 2023, la commune de Marcheprime souhaite procéder à l'aménagement de jeux collectifs inclusifs sur l'aire de jeux située au parc de l'Eglise ;

DÉCIDE

Article 1 : de solliciter au Département de la Gironde dans le cadre des aides individuelles, une subvention d'investissement au titre du dispositif « Equipements sportifs – Terrain extérieur de petits jeux collectifs » pour l'aménagement de jeux collectifs inclusifs au parc de l'Eglise, avec un plafond s'élevant à 40 000 € HT et un taux maximal de subvention de 20 %, avec application du Coefficient De Solidarité (CDS) ;

Article 2 : dit que le plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

↳ Coût prévisionnel des Travaux HT :	33 703,88
↳ Dépenses subventionnables :	33 703,88
↳ Subvention sollicitée majorée du CDS (1,07) :	7 212,63

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles	
Coût global des travaux HT	33 703,88 €	Conseil Départemental	7 212,63 €
TVA	6 740,78 €	Autofinancement	33 232,03 €
TOTAL TTC	40 444,66 €	TOTAL TTC	40 444,66 €

Article 3 : dit que les recettes seront inscrites au budget principal de la Commune 2023 ;

Article 4 : de soumettre cette décision aux mêmes règles que celles afférentes aux délibérations et d'en rendre compte au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance ;

Article 5 : La présente décision municipale sera exécutoire à compter la date de sa publication. Elle sera insérée au registre des délibérations du Conseil Municipal et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 – Ampliation de la présente sera adressée à :

Sous-Préfecture d'Arcachon ;
Trésorier Principal.

Fait à Marcheprime, le 28 avril 2023.

Publié sur le site internet de la commune le 02.05.2023

Le Maire,

Manuel MARTINEZ.



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Bordeaux (9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 Bordeaux cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ou à compter du rejet explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a préalablement été exercé.